

Daniel Bensaïd

Révolution permanente et révolution par étapes en Amérique latine

L'autocritique timorée de Jorge Handal

Schafik Jorge Handal, secrétaire général du Parti communiste salvadorien depuis 1973, a publié en 1981 un article intitulé «Le pouvoir, le caractère et la voie de la révolution, et l'unité de la gauche», qui fait le point sur quelques questions clefs de la révolution salvadorienne, à la lumière de l'expérience du Nicaragua. Cet article a fait l'objet de plusieurs publications en espagnol et en anglais. Il est notamment publié dans sa version intégrale dans Intercontinental Press du 15 novembre 1982. Les idées présentées dans cet article de Schafik Handal sont également développées dans une interview de Schafik Handal par la journaliste chilienne Martha Harnecker, publiée dans les numéros des 7 et 8 octobre 1982 du journal nicaraguayen Nuevo Diario.

Le Parti communiste salvadorien a connu une scission à la fin de 1969. Un groupe de militants dirigés par Salvador Cayetano Carpio, plus connu depuis sous le nom de commandant Marcial, quittait alors le parti. Cayetano Carpio, jusqu'alors secrétaire général du parti expliquait : «J'ai pris cette initiative quand il est devenu évident qu'il n'était plus possible de faire comprendre au parti la nécessité d'une stratégie politico-militaire, autrement dit d'une stratégie révolutionnaire globale dont la validité devrait être démontrée à notre peuple par la pratique.» Le groupe dirigé par Cayetano

Carpio devait devenir les Forces populaires de libération (FPL) qui sont aujourd'hui l'une des principales composantes du front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Les problèmes abordés par Handal sous la pression des événements ne sont donc pas des problèmes nouveaux pour le Parti communiste salvadorien, mais l'objet déjà de deux décennies de débats internes et de convulsions.

D'ailleurs, par-delà les autocritiques, Handal s'attache à maintenir une continuité dans la politique concrète du PC. À la suite du coup d'État d'octobre 1979, le PC est entré dans le gouvernement aux côtés de la démocratie chrétienne. En 1982, après les élections orchestrées par l'impérialisme américain, Handal en personne réaffirmait la possibilité d'une alliance stratégique avec un secteur de l'armée, qui ne saurait se concevoir en dehors d'une négociation globale dans la région : «[...] Il serait faux de penser que, dans l'armée hondurienne, il n'existe que partisans de la politique de répression et d'intervention. On y trouve aussi d'autres opinions véritablement démocratiques venant des adversaires d'une telle utilisation de l'armée. On observera en son temps un tableau analogue également au Salvador». (Procesa Revolucionario, n° 2, août 1982, p. 13).

Dans son article, Schafik Jorge Handal se propose de revenir sur quatre questions décisives pour la stratégie révolutionnaire en Amérique latine, à partir de la constatation qu'en Amérique latine, «deux grandes révolutions authentiques ont eu lieu, à Cuba et au Nicaragua, sans que, dans aucun des deux cas, le Parti communiste soit à leur tête». Ces quatre ques-

tions clefs sont, selon Handal, celle du pouvoir, celle du caractère de la révolution, celle des «voies de la révolution», et enfin celle de «l'unité de la gauche révolutionnaire».

► **1.** La faillite des partis communistes traditionnels (Handal parle de «l'expérience désastreuse du parti frère nicaraguayen») a en effet de quoi remettre en cause l'ensemble de leur orientation. Pour Handal, leur faiblesse fondamentale réside dans l'approche du problème du pouvoir :

«Nous sommes convaincus que l'absence pratique d'une claire direction du combat pour le pouvoir est le principal facteur qui explique ces résultats. Le même problème a été à la base, pensons-nous, de la caractérisation incorrecte de certains processus sociaux et politiques réformistes en Amérique latine comme des «révolutions»; en pratique, cette caractérisation a mis les partis frères des différents pays dans un rôle de force d'appoint.»

► **2.** Concernant le caractère de la révolution, Handal écrit :

«On ne peut aller au socialisme que par la voie démocratique anti-impérialiste mais, réciproquement, la révolution démocratique anti-impérialiste ne peut être menée à bien sans aller au socialisme. Dans la mesure où il existe entre les deux un lien essentiel et indissoluble, il s'agit des deux facettes d'une même révolution et non de deux révolutions [...]. La révolution démocratique anti-impérialiste ne nous apparaîtra pas comme une révolution séparée, mais plutôt comme l'accomplissement des tâches de la première phase de la révolution socialiste.»

► **3.** Quant à la voie révolutionnaire, Handal la déduit logiquement du caractère même de

la révolution : « Si nous acceptons l'idée que la révolution démocratique anti-impérialiste est une part inséparable de la révolution socialiste, la révolution ne peut alors s'accomplir par la conquête pacifique du pouvoir à tout prix ; il sera plutôt indispensable, d'une manière ou d'une autre, de démanteler la machine d'État des capitalistes et de leurs maîtres impérialistes, pour ériger un État et un pouvoir nouveaux. Dans ces conditions, il devient évident que la voie pacifique n'est pas la voie de la révolution. Au sujet du problème de la voie de la révolution en Amérique latine, partir du dogme selon lequel il est indiscutablement vrai, par principe, que la voie armée et la voie pacifique soient également possibles et justes, nous semble une très grave erreur. »

► 4. Enfin, en rapport avec tous ces problèmes, il y a la « question de l'unité des forces de la gauche révolutionnaire et de l'attitude des communistes envers les organisations révolutionnaires qui sont apparues en dehors des structures du parti ».

À ce propos, Handal note : « Il est curieusement symptomatique que les partis communistes aient démontré dans les décades passées une grande capacité à s'entendre avec leurs voisins de droite, alors que nous n'avons pas été capables en revanche, dans la plupart des cas, d'établir des rapports et des alliances progressistes stables avec nos voisins de gauche [...] ; nous ne sommes pas capables de comprendre le phénomène de leur existence, leurs caractéristiques et leur signification historique objective. »

Nous reviendrons sur chacun des points soulevés par Handal à la lumière de l'expérience de la révolution en Amérique latine en commençant toutefois par la question du caractè-

re de la révolution, ce qui nous semble plus logique.

Sur le caractère de la révolution

Après avoir clairement affirmé que la révolution démocratique anti-impérialiste et la révolution socialiste ne sauraient être séparées, et qu'il s'agit en fait des deux « facettes d'une même révolution », Handal, qui n'est pas un novice du mouvement communiste, lâche avec une incroyable mauvaise foi : « Je ne sais d'où nous est venue cette idée, mais notre parti – il me semble d'autres partis et dirigeants communistes en Amérique latine – a travaillé depuis des dizaines d'années avec l'idée de deux révolutions, et nous avons considéré l'expérience cubaine comme une « exception particulière ».

C'est un tour de force idéologique !

D'où cette idée de découper la révolution en deux étapes a-t-elle bien pu venir ? Handal a soudain perdu la mémoire. Il faut donc la lui rafraîchir.

La séparation de deux étapes dans la révolution est totalement étrangère aux rares documents de l'Internationale communiste sur l'Amérique latine à ses débuts. « L'appel à la classe ouvrière des deux Amériques » (*L'Internationale communiste* n° 15, janvier 1921) inscrit au contraire explicitement la lutte démocratique dans la perspective de la révolution prolétarienne : « L'union révolutionnaire de la classe paysanne pauvre et de la classe ouvrière est indispensable ; seule la révolution prolétarienne peut affranchir la paysannerie en brisant la puissance du capital, seule la révolution agraire peut préserver la révolution prolétarienne du danger d'être écrasée par la contre-révolution. » Et deux ans plus tard, la proclamation « Aux ouvriers et aux paysans de l'Amérique du Sud » (*Correspondance inter-*

nationale n° 2, 20 janvier 1923) affirme : « Lutez contre votre propre bourgeoisie et vous lutterez contre l'impérialisme yankee. »

Les pionniers du marxisme militant en Amérique latine, les géants révolutionnaires que sont le Cubain Mella et le Péruvien Mariátegui, s'inscrivent directement dans cette tradition en l'étayant d'une lucidité fondée sur l'expérience concrète et la connaissance précise de leur continent.

Dans un texte magnifique de 1928, « La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme », Mella expliquait : « Les trahisons des bourgeoisies et petites bourgeoisies nationales ont une cause que, déjà, tout le prolétariat comprend. Elles ne luttent pas contre l'impérialisme étranger pour abolir la propriété privée, mais pour défendre leur propriété contre le vol que les impérialistes commettent à leur égard. Dans leur lutte contre l'impérialisme (le voleur étranger), les bourgeoisies (les voleurs nationaux) s'unissent au prolétariat, la bonne chair à canon. Cependant, ils finissent par comprendre qu'il vaut mieux faire alliance avec l'impérialisme, car tout compte fait, ils poursuivent un intérêt similaire. De progressistes, ils deviennent réactionnaires. Les concessions que la bourgeoisie faisait au prolétariat, pour l'avoir de son côté, elles les trahissent quand celui-ci, poursuivant son avance, devient dangereux aussi bien pour le voleur étranger que pour le voleur national [...]. Pour parler concrètement : la libération nationale absolue, seul l'obtiendra le prolétariat, et ce sera par la révolution ouvrière. »

Quant à Mariátegui, il affirmait également, en 1929, dans *Le Prolétariat et son organisation* : « La révolution latino-américaine ne sera rien de plus et rien de moins qu'une étape, une phase de la révolution mondiale. Elle sera purement et simplement la révolution socialiste. Vous pouvez ajouter à ce mot, suivant les cas,

tous les adjectifs que vous voudrez : anti-impérialiste, agraire, nationaliste, révolutionnaire. Le socialisme les implique, les précède, les embrasse tous. » Il ne faut pas croire qu'il s'agissait là de pétitions de principes. Mariátegui savait au contraire en tirer clairement les conséquences stratégiques essentielles : « Pour nous, l'anti-impérialisme ne constitue ni ne peut constituer à lui seul un programme politique, un mouvement de masse apte à la conquête du pouvoir. Même si on admet qu'il puisse mobiliser aux côtés des masses ouvrières et paysannes la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationalistes (nous avons déjà réfuté formellement cette possibilité), l'anti-impérialisme ne supprime pas l'antagonisme entre les classes, n'annule pas les divergences entre leurs intérêts. Ni la bourgeoisie ni la petite bourgeoisie ne peuvent mener au pouvoir une politique anti-impérialiste [...]. La prise du pouvoir par l'anti-impérialisme en tant que mouvement démagogique populiste, si elle était possible, n'équivaudrait jamais à la prise du pouvoir par les masses prolétariennes pour le socialisme. La révolution socialiste trouverait son ennemi le plus courageux et le plus acharné (dangereux dans son confusionnisme et sa démagogie) dans la petite bourgeoisie affermie au pouvoir conquis par ses mots d'ordre. Sans négliger l'emploi d'aucun élément d'agitation anti-impérialiste ni aucun moyen de mobilisation des secteurs sociaux qui éventuellement peuvent participer à cette lutte, notre mission est d'expliquer et de démontrer aux masses que seule la révolution socialiste est en mesure d'opposer une barrière véritable et définitive à l'impérialisme. » (*Points de vue anti-impérialistes*, 1929.)

Voici donc quelle était la tradition du communisme révolutionnaire latino-américain naissant de l'onde de choc de la révolution d'oc-

tobre. Et c'est encore sous le drapeau indissociable de l'anti-impérialisme et du socialisme que le jeune parti communiste salvadorien de Farabundo Martí menait l'insurrection paysanne de 1932.

L'idée de mutiler la révolution, de la tronquer à son étape anti-impérialiste, dont Handal ne sait plus en 1981 d'où elle a bien pu venir, est en effet une idée importée. Elle est la projection sur le continent du tournant droitier de l'Internationale communiste en 1935, de la tentative d'alliance entre l'URSS et les démocraties bourgeoises (pacte Staline-Laval), et de la systématisation à l'échelle internationale de la ligne des fronts populaires.

Désormais, l'objectif stratégique des partis communistes subordonnés à Moscou ne va pas au-delà d'une étape démocratique et anti-impérialiste de développement capitaliste. Le but implique les moyens : une alliance durable avec les bourgeoisies nationales dans laquelle les partis communistes, comme l'admet *a posteriori* Handal, sont la plupart du temps réduits au rôle de force d'appoint, et périodiquement exposés à la répression impitoyable de leurs alliés de la veille.

Dans ce cadre général, l'application concrète suit les sinuosités de la diplomatie soviétique. La fin des années trente est celle des fronts populaires qui voit le PC cubain soutenir Batista et participer au gouvernement, et le PC chilien se mettre à la remorque du parti radical.

En 1945, à la fin de la guerre, c'est l'euphorie de l'alliance entre Staline et l'impérialisme américain, qui se réfracte dans la politique des partis communistes. En Argentine, le stalinien modèle, Codovilla, prône contre le péronisme une alliance de « tous les partis traditionnels, de la partie la plus consciente et combative du mouvement ouvrier et de la paysannerie, de la majorité des industriels, commerçants, agri-

culteurs, éleveurs et financiers, de la majorité de l'armée et de la marine, et d'une partie de la police en uniforme [...] » (rapport à la conférence du PC argentin de décembre 1945). Le PC brésilien se place sous la houlette de Vargas, qui s'est rangé dans la guerre du côté des alliés.

Enfin, comme le rappelait le fondateur du Front sandiniste du Nicaragua, Carlos Fonseca Amador, le Parti socialiste nicaraguayen (organisation communiste liée à Moscou) est né « en 1944, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, à une époque où les thèses de Earl Browder, secrétaire du PC des États-Unis, qui a mis en avant la conciliation avec la classe capitaliste et avec l'impérialisme nord-américain en Amérique latine, étaient en pleine vigueur ». C'est vrai, à ceci près qu'il s'agissait alors aussi de la politique officielle de Moscou, pour laquelle Browder ne saurait seul porter le chapeau. Pire, le PSN est né « au cours d'un meeting dont l'objectif était de proclamer le soutien au gouvernement de Somoza. Cela s'est produit le 3 juillet 1944 au gymnase de Managua [...] » (Carlos Fonseca, « Nicaragua, Heure H », *Tricontinental*, septembre 1969).

Le trou de mémoire de Handal est donc plutôt un gouffre ou un abîme dans lequel s'engloutit un demi-siècle d'histoire du mouvement ouvrier latino-américain.

Même en admettant qu'Handal soit sujet à de tels oublis, il aurait eu plus de vingt ans, depuis la victoire de la révolution cubaine, pour retrouver sa mémoire défaillante et renouer le fil de l'histoire. Car Castro, Guevara, Carlos Fonseca (qui est un voisin de Handal en Amérique centrale) n'ont pas attendu vingt ans pour tirer les leçons de la révolution cubaine et renouer ainsi le dialogue révolutionnaire avec leurs grands ancêtres Mella ou Mariátegui.

Dès son discours historique du 2 décembre 1961, après la nationalisation de l'essentiel

des biens impérialistes, Castro revenait explicitement à cette tradition :

« Il n'y a pas de moyen terme entre le capitalisme et le socialisme. Ceux qui s'obstinent à chercher une troisième voie tombent dans une position erronée et utopique [...]. Tel est le chemin que nous avons suivi : le chemin de la lutte anti-impérialiste, le chemin de la révolution socialiste. Car il n'y avait pas d'autre position possible. Il fallait faire une révolution anti-impérialiste, une révolution socialiste. Mais celle-ci n'était qu'une seule révolution, car il ne peut y en avoir qu'une. Telle est la grande vérité dialectique de l'humanité : l'impérialisme n'a en face de lui que le socialisme. » Castro était catégorique sur l'unité dialectique du contenu anti-impérialiste et du contenu socialiste de la révolution. Il a fallu à Handal plus de vingt ans pour s'en convaincre. Mieux vaut tard que jamais. Pourtant, la découverte de Castro n'est pas restée une confidence cachée entre les lignes d'un discours. Elle était partagée et propagée sur le continent par toute une génération. Par Che Guevara qui proclamait : « ou révolution socialiste ou caricature de révolution » ; par le rapport de la délégation cubaine à la conférence de

l'Olas en 1967 et par les thèses de la conférence elle-même ^{1/}.

Handal ne peut pas prétendre que cette perspective n'a pas atteint l'Amérique centrale. Dans l'article déjà cité, Carlos Fonseca écrivait en 1969 : « La lutte s'est développée (de 1926 à 1936) sans qu'il existe un prolétariat industriel. La bourgeoisie naissante a trahi le peuple nicaraguayen et s'est abandonnée à l'intervention yankee [...]. Il est nécessaire actuellement d'insister sur le fait que notre principal objectif est la révolution socialiste, une révolution qui propose de mettre en déroute l'impérialisme yankee, ses agents locaux, les faux opposants et les faux révolutionnaires. »

Nous n'avons pas lésiné sur l'abondance des citations et des références pour bien montrer à quel point les révélations de Handal sont tardives et générales, au regard d'un débat qui secoue depuis un demi-siècle le mouvement ouvrier du continent. Il aura fallu le formidable entêtement des faits et surtout l'essor de la révolution au Salvador même, à l'encontre de la politique du PC salvadorien, pour le contraindre à cette autocritique.

Pourtant, dans les années vingt, les données du problème stratégique étaient définies et

bien posées. On trouvait d'un côté un courant populiste qui tendait à insister à outrance sur la spécificité de l'Amérique latine, de son histoire, de sa structure sociale, pour fonder en théorie la perspective d'une collaboration entre les classes. C'est notamment la théorie du Péruvien Haya de la Torre et de son mouvement, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (Apra) qui se voulait, à son origine en 1924, un mouvement anti-impérialiste continental.

Plus tard, allait venir un courant marxiste mécaniste pour alimenter en alibis théoriques la politique d'alliance et de subordination à la bourgeoisie nationale suivie par les partis communistes stalinisés. Il s'agissait de considérer les sociétés latino-américaines comme des sociétés féodales, pour mieux justifier la perspective de développement d'un capitalisme national et anti-impérialiste, impliquant une alliance stratégique avec les bourgeoisies nationales. Cette orientation, qui est encore, sous de multiples variantes, celle des partis communistes traditionnels (au Brésil, en Bolivie, en Argentine, au Chili, etc.) doit se comprendre dans le cadre de la politique internationale de la bureaucratie soviétique. Il s'agit d'une politique au service de la bureaucratie soviétique,

^{1/} Inversement, l'histoire de la lutte des classes en Amérique latine offre de multiples exemples de révolutions trahies et défaites. Ainsi, Handal lui-même revient sur les leçons de la défaite chilienne de 1973, qu'il considère comme « un laboratoire ». Il est vrai que tout au long de l'expérience chilienne, deux voies se sont constamment opposées : la voie de la conciliation et de la collaboration de classe, d'un côté, celle de la mobilisation révolutionnaire des masses, de l'autre. Après l'offensive réactionnaire d'octobre 1972 autour de la grève des camionneurs, Allende pouvait s'appuyer sur la mobilisation populaire spontanée, sur la formation des comités de ravitaillement (les Jap), des commandos communaux, des cordons industriels, pour passer à la contre-offensive. Au lieu de cela, il réaffirme son respect de la légalité bourgeoise, appelle les travailleurs à rentrer chez eux, et élargit le gouvernement aux ministres militaires, qui pourront préparer leur besogne en toute quiétude.

Après le coup d'état de juin 1973 (le tankazo), deux voies s'ouvraient à nouveau. La réaction s'était démasquée. Elle était à la défensive. C'est alors que « nous étions le plus fort » devait dire le dirigeant du Mir, Miguel Enriquez. Au lieu d'impulser cette contre-offensive, d'appeler à la grève générale, de centraliser les organes de mobilisation de masse, le PC et le PS se sont efforcés une fois de plus d'élargir les alliances. Ils ont offert à la bourgeoisie de nouvelles garanties. Ils ont laissé l'armée et la police perquisitionner les entreprises pour désarmer préventivement les travailleurs. Ils ont laissé la hiérarchie militaire réprimer préventivement les militants révolutionnaires dans l'armée, à Valparaiso notamment. Mais, au lieu de poser clairement ces alternatives, Handal réduit toute la question à une erreur tactique : « Absolument personne n'a défendu le général Prat et sa fraction dans l'armée ! » Le sort de la révolution chilienne dépendait ainsi principalement selon lui du soutien populaire à une fraction loyaliste de l'armée.

D'autre part, Handal semble ignorer complètement l'autocritique que le parti communiste guatémaltèque, le Parti guatémaltèque du travail (PGT) faisait dès 1955 de la défaite de 1954 : « Le Parti guatémaltèque du travail n'a pas suivi une ligne suffisamment indépendante vis-à-vis de la bourgeoisie nationale. Dans l'alliance avec la bourgeoisie démocratique, il a obtenu les succès signalés, mais à son tour la bourgeoisie a exercé une influence sur notre parti, influence qui dans la pratique a freiné de nombreuses activités. Le PGT n'a pas correctement estimé la faible capacité de résistance de la bourgeoisie et n'a pas toujours tenu compte du caractère conciliateur face à l'impérialisme et aux classes réactionnaires, ce qui explique les quelques illusions qu'il a eu sur le patriotisme, la loyauté et la fermeté de la bourgeoisie nationale face aux assauts de l'impérialisme nord-américain ». S'il y a un pays où les leçons du Guatemala devraient être particulièrement proches et brûlantes, c'est pourtant bien le Salvador.

qui a épousé au fil des ans tous ses principaux virages : comme quoi les idées ont aussi de solides racines matérielles. Mais il faudrait en conclure *a contrario*, (ce que Handal se garde bien de faire) qu'une politique réellement révolutionnaire en Amérique latine passe aussi par l'affirmation de la plus complète indépendance envers les intérêts et les visées de la bureaucratie soviétique.

Enfin, le courant marxiste et révolutionnaire, incarné dès les années vingt par Mella ou Mariátegui, a toujours considéré les sociétés latino-américaines comme des sociétés dont le caractère capitaliste est directement imbriqué dans la domination impérialiste et façonné par elle. D'où le lien indissoluble entre lutte anti-impérialiste et révolution socialiste. Ce courant rejette la doctrine d'un féodalisme latino américain et définit la structure sociale, y compris à la campagne, comme essentiellement capitaliste. Il critique le concept de bourgeoisie nationale progressiste et rejette la perspective d'un possible développement capitaliste indépendant pour les pays latino-américains. Il voit dans l'échec des expériences populistes la conséquence logique de la nature des formations sociales dépendantes de l'impérialisme. Il trouve la source du « retard » économique non dans le féodalisme ou les obstacles précapitalistes, mais dans les caractéristiques même du capitalisme dépendant. En conclusion, il exclut la possibilité d'une voie de développement démocratico-nationale et affirme la nécessité de la révolution socialiste comme seule réponse cohérente à la dépendance et au sous-développement.

La question du pouvoir

Handal considère que si des glissements réformistes se sont produits dans la politique des partis communistes en Amérique latine, c'est pour avoir perdu de vue la question du pouvoir.

Raisonnement parfaitement circulaire ! Et pourquoi ont-ils perdu de vue la question du pouvoir ? Tout est là.

Handal n'établit pas clairement le lien entre ce dérapage et la première question, celle du caractère même de la révolution. Il est pourtant évident qu'un parti ne se pose pas la question du pouvoir de la même façon, s'il entend le conquérir ou s'il veut seulement aider une classe alliée à le prendre et à l'exercer. C'était déjà la grande ligne de partage entre mencheviques et bolcheviques, dès 1905, comme Lénine l'a remarquablement résumé : « Les fractions bolchevique et menchevique ont ramené elles-mêmes toutes les divergences à l'alternative suivante : le prolétariat doit-il être « le guide », le « dirigeant » de la révolution, et entraîner à sa suite la paysannerie, ou bien doit-il être « le moteur » qui soutient telle ou telle démarche de la démocratie bourgeoise » (tome XV, p. 388).

Lénine défendait alors contre les mencheviques une position clairement anti-étapiste du point de vue de la conquête du pouvoir politique. Ce qui est en jeu dans la polémique au début de la révolution de 1905, dit-il, « ce n'est pas le problème théorique général des objectifs de la lutte et du contenu de classe de la révolution, au cas où elle serait victorieuse, mais le problème plus étroit du gouvernement révolutionnaire provisoire » (*ibid.*).

À la lumière de l'expérience de 1905, dès 1906, le débat s'est clarifié. Pour les bolcheviques, « seul le prolétariat est en mesure de mener jusqu'à son terme la révolution démocratique, car il est la classe complètement révolutionnaire de la société contemporaine » et il « entraîne à sa suite la paysannerie ». D'ailleurs, insiste Lénine, peu importent les formules (« entraîne la paysannerie », « s'appuyant sur », « aidé de »...). La question en litige avec les men-

cheviques se résume en trois points capitaux à ses yeux : 1) le prolétariat doit jouer le rôle dirigeant, le rôle guide de la révolution ; 2) l'objectif de la lutte est la conquête du pouvoir par le prolétariat avec l'aide des autres classes révolutionnaires ; 3) dans ce domaine, la paysannerie est la première et peut-être même la seule « aide » (*ibid.*).

Pour les mencheviques en revanche, le prolétariat doit être le « moteur » (le moteur, et non le guide, souligne Lénine !) de la révolution, et « soutenir par une pression de masse les démarches d'opposition de la démocratie bourgeoise qui ne sont pas en contradiction avec son propre programme ». Du point de vue du pouvoir politique, cela revient à se résigner à une étape dans laquelle le pouvoir est abandonné aux mains de la « démocratie bourgeoise ».

Handal reconnaît, à sa façon, que les partis communistes latino-américains se sont rangés dans la plupart des cas du côté du menchevisme, en se cantonnant dans le rôle de « force d'appoint » quant au problème du pouvoir, qu'ils doivent remettre à présent au « centre de leur activité ».

Pourtant, dans son retour à Lénine, Handal ne fait que la moitié du chemin. D'un côté, il prétend abolir la séparation entre une révolution qui serait seulement anti-impérialiste et la révolution socialiste. Mais, de l'autre, il tend à rétablir cette étape en distinguant radicalement « le problème du pouvoir » du « programme socio-économique » de la révolution.

Il est vrai qu'en 1905-1906, la polémique de Lénine contre les mencheviques se limitait à la question : qui doit prendre le pouvoir ? S'il répondait « le prolétariat entraînant la paysannerie », il n'en continuait pas moins à caractériser cette révolution comme « démocratique » et à prévoir que le contenu social de la révolution serait bourgeois. Il concevait la possibilité

d'un pouvoir politique guidé ou dirigé par le prolétariat dans le cadre d'une société qui resterait pour tout un temps capitaliste. Or, sur ce point, la révolution de 1917 a complété les leçons de celle de 1905. Il est vrai que la révolution prolétarienne commence par la conquête du pouvoir politique. Il est vrai que la conquête du pouvoir politique et la transformation des rapports de production ne coïncident pas nécessairement dans le temps. La première est un acte, le dénouement révolutionnaire d'une épreuve de force entre classes antagoniques. La seconde est un processus, dont la première est le levier, et dont on ne peut prédéterminer les rythmes.

Il existe cependant entre les deux une relation dialectique. Car la conquête du pouvoir politique, et surtout sa conservation contre toute tentative contre-révolutionnaire, implique la mobilisation la plus large des masses exploitées et opprimées, au premier chef la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, seules capables de briser la résistance capitaliste et impérialiste. Or, cette mobilisation ne se nourrit pas de promesses, mais de conquêtes sociales. Le Parti communiste vietnamien le savait bien qui – pour préparer l'offensive qui conduit à la victoire de Dien Bien Phu – a lancé une vague d'approfondissement de la révolution agraire. De même, dans la Révolution russe, la résistance à l'agression des puissances capitalistes européennes et à la contre-révolution intérieure entraîne très vite l'approfondissement du contenu social de la révolution, la rupture avec la bourgeoisie, l'étatisation des moyens de production, les différenciations de classe à la campagne.

Cette leçon est confirmée ultérieurement par les expériences de révolutions victorieuses ou défaites, celle de la révolution chinoise de 1926 et de 1949, celle de la révolution vietnamienne

et de la révolution cubaine, plus près de nous encore celle de la révolution nicaraguayenne. Elle a été systématisée par Trotski en 1928 dans sa théorie de la révolution permanente. La bataille qu'il mène alors contre la théorie stalinienne de la révolution par étapes s'inscrit dans la continuité de la bataille livrée par Lénine contre l'étapisme des mencheviques, et l'enrichit à la lumière de la Révolution russe victorieuse et de la Révolution chinoise provisoirement défaite.

Cette théorie qui affirme la nécessité de transformer la révolution démocratique en révolution socialiste dans les pays dominés ne nie pas, contrairement à ce qu'ont voulu faire croire les staliniens, l'existence d'étapes dans le processus révolutionnaire. «Je n'ai jamais nié le caractère bourgeois de la révolution quant à ses tâches historiques immédiates ; je l'ai nié seulement quant à ses forces motrices et à ses perspectives [...]. L'histoire a uni, non confondu, mais uni organiquement, le contenu fondamental de la révolution bourgeoise à la première étape de la révolution prolétarienne» (*La Révolution permanente*).

De la même façon, il n'exclut nullement les alliances tactiques avec des fractions de la bourgeoisie : «Il est évident que nous ne pouvons pour l'avenir renoncer à de tels accords rigoureusement limités et servant chaque fois un but clairement défini [...]. L'unique condition de tout accord avec la bourgeoisie, accord séparé, pratique, limité à des mesures définies et adaptées à chaque cas, consiste à ne pas mélangier les organisations et les drapeaux, ni directement ni indirectement, ni pour un jour ni pour une heure, et à ne jamais croire que la bourgeoisie soit capable de mener une lutte réelle contre l'impérialisme et à ne pas faire obstacle aux travailleurs et aux paysans [...].»

Pour renverser Batista, Castro a conclu avec

des secteurs bourgeois un pacte limité, qui «définit une stratégie commune pour défaire la dictature par l'insurrection armée». Mais, dès la chute de Batista, il consolide autour de l'armée rebelle les fondations du pouvoir révolutionnaire, en dehors de tout contrôle des organes formels du gouvernement. Au fur et à mesure que le processus révolutionnaire avance et s'approfondit, que se développe la réforme agraire, que se construit l'armée révolutionnaire, les représentants de la bourgeoisie vont se retirer les uns après les autres pour passer dans l'opposition ouverte et dans la contre-révolution.

Chaque pression ou agression impérialiste appelle en retour des mesures dans lesquelles le contenu social (saisie des biens impérialistes, gel des avoirs bancaires) va de pair avec la mobilisation des masses (formation des milices et des comités de défense de la révolution). Castro a fort bien compris et exprimé qu'on ne pouvait mobiliser la masse des travailleurs et des paysans pour résister à l'impérialisme, tout en tentant de ménager les grandes propriétés organiquement liées à l'impérialisme. Pour libérer l'énergie des opprimés, la conquête du pouvoir politique appelait nécessairement une transformation sociale.

Ces conclusions qu'ont su tirer les révolutionnaires les plus lucides et conséquents, la bourgeoisie les a tirées aussi de son côté. L'évolution de ses positions au fur et à mesure de l'avancée de la révolution au Nicaragua est une leçon de chose.

La dictature oligarchique s'est imposée au Nicaragua dans les années trente avec l'appui direct de l'impérialisme américain. Depuis le début des années soixante, une contradiction s'est développée entre la vieille oligarchie regroupée autour de la famille Somoza, et des fractions de la bourgeoisie industrielle, qui souhai-

taient une libéralisation du régime pour pouvoir s'insérer dans le développement économique lié à la mise en place du marché commun d'Amérique centrale.

Cette bourgeoisie a pris la tête d'une opposition libérale, avec la formation de l'Union démocratique de libération (Udel). En 1977, après deux années de loi martiale, qui sont supposées avoir anéanti le Front sandiniste, elle croit pouvoir profiter de la campagne de Carter sur les droits de l'homme pour passer à l'offensive sans risquer un débordement par le mouvement de masse. En janvier 1978, après l'assassinat de leader Joaquim Chamorro, c'est donc le patronat qui prend l'initiative d'une grève générale de protestation contre la dictature.

Mais une course de vitesse s'engage alors pour la direction du processus révolutionnaire. Début février 1978, le Front sandiniste passe à nouveau à l'action. Le patronat bat aussitôt en retraite et suspend la grève. En juillet se constituent parallèlement le Front large d'opposition, d'une part, (FAO), qui regroupe la bourgeoisie libérale d'opposition, les stalinien, et l'aile sandiniste tercériste et, d'autre part, le Mouvement populaire unifié (MPU) qui rassemble 22 organismes de masse (comités, mouvement étudiant, associations de femmes, etc.).

Fin août et début septembre 1978, avec la remontée de la mobilisation autonome des masses, l'initiative sur le terrain passe de plus en plus aux mains des sandinistes. Fin août, un commando sandiniste occupe le Palais national. Le MPU appelle à la grève générale. En septembre, c'est le Front sandiniste qui lance un appel à l'insurrection.

À chaque pas en avant des masses, la bourgeoisie se replie pour tenter de négocier sur le tapis vert, sous l'arbitrage de l'impérialisme américain.

L'aile tercériste du FSLN tire argument de cette capitulation pour se retirer du FAO. Ce retrait lève un des principaux obstacles à la réunification des trois tendances sandinistes. En février se forme le Front patriotique national (FPN). Il inclut, aux côtés du FSLN, des forces bourgeoises significatives, conduites par Alfonso Robelo et Violetta Chamorro. Mais, alors que la bourgeoisie était hégémonique dans le FAO, le centre de gravité s'est alors déplacé, au cours de la lutte, en faveur des ouvriers et des paysans. C'est ce qui se traduit dans la formation du FPN, où le rôle dirigeant est passé aux mains du FSLN.

Après le renversement de la dictature, au fur et à mesure que s'approfondit le processus révolutionnaire, de nouveaux secteurs de la bourgeoisie sont conduits à se retirer de la coalition gouvernementale et à passer à l'opposition. C'est ce qu'illustre avec éclat le départ de Robelo et Chamorro du gouvernement dès le printemps 1980. Dans ce processus de rupture avec la bourgeoisie, la direction sandiniste est restée fidèle aux avertissements de Carlos Fonseca qui écrivait (toujours dans le même article) : « Il faut faire attention au danger que l'insurrection ne serve de tremplin à la force réactionnaire de l'opposition au régime de Somoza. Le but du mouvement révolutionnaire est double. D'une part, il s'agit de mettre en déroute la clique criminelle et traîtresse qui, pendant de longues années, a usurpé le pouvoir et, d'autre part, il faut empêcher que la force capitaliste de l'opposition, dont la soumission à l'impérialisme est prouvée, ne profite de la situation déclenchée par la lutte de guérilla et ne s'empare du contrôle du pouvoir. »

Ainsi, le communiqué du 9 décembre 1978, qui scelle la réunification des trois tendances au sein du FSLN, met l'accent sur la poursuite de la lutte jusqu'à la destruction de la colonne

vertébrale militaire de la dictature et sur le soutien aux revendications sociales du MPU : « Le renversement de la dictature par la voie révolutionnaire et la dissolution de la Garde nationale sont les conditions indispensables pour arriver à une véritable démocratie. Nous lutterons jusqu'au bout pour ces objectifs, les armes à la main [...]. Nous appuyons les revendications présentées dans le programme du MPU et nous considérons qu'elles constituent les bases minimums permettant de mettre le pays dans la voie du progrès et de la paix. »

Autocritique inachevée

Les deux autres questions abordées par Handal dans son article, la voie armée et l'unité de la gauche révolutionnaire, sont décisives. Pourtant, Handal ne va pas au fond des choses, loin s'en faut.

► **1.** Il constate que « l'idée de voie pacifique de la révolution en Amérique latine est, selon lui, liée au réformisme. » C'est en effet le premier mot de la stratégie révolutionnaire, mais non le dernier. Si la lutte armée est nécessaire, dès lors que le but est la conquête du pouvoir par la destruction de l'appareil d'État bourgeois, elle ne constitue pas à elle seule une ligne de partage suffisante entre réforme et révolution. Il existe aussi un « réformisme armé » et des organisations qui pratiquent la conciliation de classe. Le rôle des Montoneros argentins à l'époque du retour au pouvoir de Campora puis de Peron en 1973-1974 est à cet égard éloquent.

Mais, surtout, l'affirmation de la nécessité de la lutte armée ne dit rien sur la forme de cette lutte armée et son insertion dans une stratégie révolutionnaire d'ensemble. Il existe pourtant à ce sujet une large expérience de plus de vingt ans sur le continent. Dans *Révolution dans la révolution*, Régis Debray a tiré de la leçon

cubaine des leçons simplifiées et erronées privilégiant le foyer (foco) de guérilla rurale, et lui subordonnant la construction du parti révolutionnaire. À la lumière des multiples expériences des années soixante, Debray a dû revenir sur ces conceptions dans un texte autocritique, *La Critique des armes*.

De même que l'exemple mal assimilé de la Révolution russe a pu nourrir dans les années vingt des courants putschistes au sein de l'Internationale communiste, l'exemple mal compris de la Révolution cubaine a pendant des années fait condamner toute perspective insurrectionnelle comme «spontanéiste». Les révolutionnaires sincères voyaient en effet dans l'insurrection soudaine, l'alibi traditionnel des partis staliniens, qui couvraient leur inaction et leurs capitulations, de la perspective toujours repoussée de ce grand soir.

La révolution nicaraguayenne en revanche a apporté une combinaison originale de formes de lutte armée culminant dans la grève générale et l'insurrection des principales villes : dans ce cas l'insurrection suppose une préparation particulière et une organisation en profondeur des masses urbaines.

Aujourd'hui, au Salvador, le rapport entre les zones contrôlées militairement par les guérillas et la perspective finale de lutte pour le pouvoir sont au cœur du débat entre les diverses organisations. En se prononçant catégoriquement pour la voie armée, Handal franchit un pas décisif, mais non irréversible. On a déjà vu en 1967, à la conférence de l'Olas, des dirigeants des partis communistes traditionnels

comme l'Uruguayen Rodney Arismendi se prononcer pour la lutte armée, sans que cela implique un véritable changement de perspective et un engagement réel de leur part. Aujourd'hui même, le PC chilien s'est déclaré en faveur de la lutte armée, mais il la conçoit comme un moyen de pression, en même temps qu'il s'efforce de négocier son entrée dans la coalition avec les formations bourgeoises, en particulier la démocratie chrétienne.

En 1970, Carlos Fonseca avait déjà dit du PC nicaraguayen, le PSN : «On peut affirmer que les changements intervenus dans la direction de cette organisation ne sont que de pures formes [...]. La prétendue nouvelle direction ne cesse de parler de lutte armée, alors que, dans la pratique, elle concentre toute son énergie dans une action pseudo-légale.»

► **2.** Sur l'unité de la gauche révolutionnaire, Handal reconnaît – et c'est évidemment positif – qu'il peut apparaître d'autres partis révolutionnaires en dehors du Parti communiste officiel : «La vieille conception dogmatique selon laquelle le Parti communiste est par définition «le Parti de la classe ouvrière», l'avant-garde du combat anti-impérialiste, etc., limite et même bloque notre capacité à comprendre que, dans les conditions sociales et politiques de l'Amérique latine, il est impossible que n'apparaissent pas ces organisations de la gauche armée.» Il faut dire, à moins de nier obstinément la réalité, que Handal n'a guère le choix, le PC salvadorien ayant été mis en minorité, y compris dans les organisations de masse urbai-

nes, par les organisations révolutionnaires armées comme les BPR ou les LP28.

La marginalisation du parti frère nicaraguayen doit lui servir de leçon, s'il veut espérer regagner du terrain et jouer un rôle à l'avenir.

Mais, à partir de cette reconnaissance forcée de la réalité, «l'unité de la gauche révolutionnaire» peut déboucher sur deux choses différentes.

Ou bien il s'agit de rechercher l'unité dans l'action, au niveau syndical, politique, de toutes les organisations qui parlent au nom des travailleurs et des paysans. Cette unité est alors un front unique de mobilisation et de combat, dans le respect de l'identité et de la diversité de ses composantes.

Ou bien, il s'agit de la construction ou de la refondation par un processus de fusion dans l'action d'un nouveau parti révolutionnaire. Mais alors, le simple appel à l'unité ne suffit pas. Il existe entre ces organisations des programmes et des perspectives différentes du point de vue de la conduite et de l'objectif final de la révolution, comme du point de vue de son environnement international.

Ces différences peuvent être en partie surmontées peut-être par l'expérience pratique, mais non sans la discussion la plus claire des différences existantes, et sans affirmer en même temps que la nécessité de l'unité, celle d'une démocratie permettant seule la coexistence à moyen terme de positions différentes entre diverses organisations ou au sein d'une même organisation.

IV^e Internationale n° 11, juin-juillet-août 1983